

**ENTRETIEN****« L'école vandalisée »****JACK LANG L'ex-ministre socialiste de l'Éducation accuse l'actuel gouvernement de « démolir » l'école et prépare un plan pour 2012**

Actualité **ENTRETIEN « L'école vandalisée »** « Sud Ouest ». Dans votre réquisitoire contre la politique éducative du gouvernement (1), vous n'hésitez pas à parler d'entreprise de « démolition »... Jack Lang. Oui, je parle aussi de « vandalisme » et je revendique le mot qu'employait l'abbé Grégoire sous la Révolution pour dénoncer les destructions de monuments. Notre école républicaine est un monument livré à des casseurs, et le plus grave est qu'ils n'ont même pas conscience de ce qu'ils font. On peut tout de même penser que le gouvernement applique une politique scolaire... Je préfère parler d'absence de politique avec l'idée sous-jacente que trop de moyens desservent l'école et qu'une purge serait salutaire. Lorsque vous amputez une administration si importante de 15 % de ses effectifs, on parle d'hémorragie. Sous Xavier Darcos, puis Luc Chatel, le gouvernement se comporte comme la Toinette du « Malade imaginaire » conseillant à Argan qui se plaint d'avoir mal à un œil de se crever l'autre. Ces médecins de Molière commencent par supprimer des postes puis colmatent les trous avec des réformes

hâtives. Donnez-nous un exemple ? Prenez la formation des maîtres : la décision de Xavier Darcos de supprimer 16 000 postes de professeurs stagiaires rémunérés pour obéir à la politique de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux a été maquillée par une réforme catastrophique dont nous n'avons pas fini de payer le prix. Être titulaire d'un mastère ne garantit aucune compétence pour enseigner la lecture au CP, mais il était moins risqué politiquement de piocher dans les IUFM que de supprimer des postes dans les classes. Moyennant quoi on démantèle ce qui fut l'objet de la première loi scolaire de la République en 1879, avant même la gratuité et l'obligation : la formation des maîtres, qui était, aux yeux de Jules Ferry, un véritable socle. En période de détresse budgétaire, est-il possible de sanctuariser l'Éducation nationale ? Mais oui, c'est affaire de choix politique. Nous l'avions fait en 1983 pour l'éducation, la recherche et la culture, puis en 1992, dans des contextes de crise autrement plus rigoureux. Je remarque qu'en ce qui concerne la recherche et l'enseignement supérieur, le gouvernement a eu la sagesse, après avoir hésité et rencontré des résistances, d'en faire une priorité. Ce livre est le prélude à un tour de France et à un débat sur l'école. Ambitionnez-vous de redevenir ministre de l'Éducation ? Non, je

ne suis candidat à rien. Mon but est d'alimenter le projet socialiste sur ce sujet crucial (2). Il comprend de bonnes choses, que ce soit sur l'école élémentaire ou le premier cycle universitaire, mais il faudra l'enrichir quand notre candidat sera choisi. Et je travaillerai pour celui ou celle qui sera désigné avec un plan national qui pourrait être rendu public avant la fin de l'année. Car je suis convaincu que l'école va être au centre de la campagne de 2012. Nicolas Sarkozy a d'ailleurs dit qu'il avait l'intention de faire pour l'école ce qu'il avait fait pour le supérieur. Mais quand on voit ce qui s'est passé, comment lui faire crédit ? (1) « Pourquoi ce vandalisme d'État contre l'école ? Lettre au président de la République » (éd. du Félin 130 p., 14 €). (2) On peut contribuer au débat sur le site « Ces médecins de Molière commencent par trancher avant de colmater les brèches »

**Recueilli par Christophe Lucet**